

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Bresil-rupture-ou-continue>

Brésil : rupture ou continuité ?

- Les Cousins - Brésil -

Date de mise en ligne : lundi 10 mars 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Heloisa Helena, sénatrice de l'Etat de Alagoas (Etat du Nordeste, Brésil), est membre de la direction du Parti des travailleurs et de sa tendance Démocratie socialiste (Quatrième Internationale - trotskiste).

Propos recueillis et traduit du portugais par Béatrice Whitaker.

► **Comment expliques-tu la participation de la Démocratie socialiste (DS) au gouvernement Lula ?**

Heloisa Helena - Nous caractérisons le gouvernement Lula comme un gouvernement de conciliation entre capital et travail, et ce depuis qu'au cours de la campagne a été présentée une "Lettre aux Brésiliens", connue sous le nom de "Lettre aux banquiers" parce qu'il s'agissait d'un compromis évident avec les règles établies par le marché ; la volonté était d'assurer la continuité de l'accord avec le Fonds monétaire international (FMI). Nous analysions cela comme un gigantesque obstacle (que j'imaginai insurmontable) dans nos rapports avec le gouvernement.

Néanmoins, les axes directeurs élaborés par notre dernière rencontre nationale - par l'adoption de la résolution générale ou d'une résolution concernant l'orientation du gouvernement Lula - établissaient des points très importants pour la DS : la question de négociations avec le FMI, des rapports des pays d'Amérique latine et d'autres pays aussi endettés avec le FMI ou d'autres institutions de financement, comme la Banque mondiale, la Banque interaméricaine, etc. La DS a donc décidé alors, à une large majorité, de participer à ce gouvernement.

Aujourd'hui je me rends compte que la situation est très difficile pour nous. Il faut entamer de nouvelles discussions au sein de la DS et du PT, pour que les résolutions du parti soient respectées et que nous puissions gagner la direction du parti à la révision de l'accord avec le FMI, et que cette orientation soit majoritaire dans la société et au gouvernement.

Nous ne pouvons pas cacher que la composition du gouvernement est très inégale pour la "gauche du parti", ce qui établit un rapport de forces défavorable pour nous. Il y a une présence marquée, au niveau des ministères, de personnalités liées au grand capital. Cette situation va engendrer des bagarres politiques accrues, violentes et permanentes dans les instances du parti, au Parlement, dans le gouvernement et dans la société.

- Autonomie de la Banque centrale, réforme de la prévoyance, propositions de modification du Code du travail par la flexibilité... Jusqu'où peut aller le gouvernement Lula ?

H. Helena - Actuellement, c'est comme si nous passions d'une situation où nous étions un obstacle à la continuité des accords scandaleux avec le FMI à une terrible situation où nous serions les instruments qui les rendraient possibles.

Pourquoi cela ? Sous le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso, quelques mesures imposées par le FMI ont été suspendues, essentiellement grâce à la dynamique que le PT et les forces vives de la société ont établie. Nous voulions une réforme des lois du travail, une amélioration des conditions de vie de la population, une réforme de la prévoyance garantie pour les populations pauvres et pour les fonctionnaires... Mais aujourd'hui, les mesures que le gouvernement est en train d'établir et d'annoncer publiquement signalent, malheureusement, une continuité avec les orientations que le PT avaient combattues.

Nous sommes dans une situation de combat intense au sein du PT. Nous ne pouvons pas accepter que les mesures de perte des droits soient mises en oeuvre et que le capital soit constamment défendu, de manière mensongère, au nom d'un "processus de transition économique".

Si le gouvernement ne se sent pas capable de faire les premiers pas nécessaires à la renégociation des accords avec le FMI (nous avons été vaincus à la dernière rencontre nationale du PT sur la rupture avec le FMI), nous ne devons pas accepter que la prétendue renégociation soit engagée dans un cadre de préservation des droits du capital et d'amplification de ces droits au travers de l'autonomie de la Banque centrale (une mesure proposée par le gouvernement).

Si la Constitution bourgeoise elle-même établit que le rôle du système financier national est de favoriser le développement du pays et de préserver les droits de la collectivité, nous ne pouvons pas accepter qu'il soit modifié en donnant l'autonomie à la Banque centrale. Surtout en un moment, alors qu'il y a à la tête de la Banque centrale une personnalité qui a été président pendant des années de la Banque de Boston, l'une des six plus grandes multinationales financières. De plus, cette dernière est le créancier privé le plus important du Brésil.

Ainsi, la proposition de rendre autonome la Banque centrale est inacceptable. Il s'agit d'une capitulation devant le marché et le capital financier international. Par le maintien des accords avec le FMI, le gouvernement ne ferait qu'étendre les droits du capital et les légitimer.

Nous devons donc mener une bataille gigantesque dans les structures du parti, dans la société et dans le gouvernement, pour que ce dernier ne se transforme pas en bouteille d'oxygène du FMI. De plus, dans la conjoncture actuelle, diverses personnalités et institutions, sur le plan mondial, s'interrogent sur leurs rapports avec le FMI. Il est donc inacceptable de garantir aux parasites que constituent les membres du FMI l'oxygène nécessaire pour qu'ils obtiennent la légitimité devant le Brésil, l'Amérique latine et le monde.

- Y a-t-il des débats politiques au sein de la direction du PT, et quelles en sont les répercussions sur la base du parti ?

H. Helena - Il n'y a pas vraiment de discussions politiques au sein de la direction. Pour ce qui est des débats qui existent, nous ne les observons pas de loin, puisque la DS compte des membres dans la direction du PT. Le parti ne respecte pas ses propres résolutions. Je peux encore concevoir que le gouvernement puisse avoir une certaine autonomie due aux résultats électoraux pour définir des objectifs. Mais le PT n'a pas le droit de déchirer ses résolutions, en se heurtant ainsi frontalement avec notre tradition du débat franc et fraternel dans les instances du parti.

En fait, le gouvernement agit comme il veut et le PT, malheureusement, ne soigne pas son autonomie en tant que parti. L'autonomie est pourtant un élément fondamental de l'histoire. Nous sommes nés, en tant que parti politique, à partir d'une critique des rapports entre parti et Etat tels qu'ils étaient conçus en Europe de l'Est. Au cours de notre histoire politique nous avons toujours veillé à notre autonomie vis-à-vis des gouvernements. Il est donc inacceptable de rompre avec notre tradition démocratique, en déchirant les résolutions adoptées par le parti, pour finir comme courroie de transmission du gouvernement. Si, je le répète, le gouvernement a l'autonomie, acquise par le perfectionnement de la démocratie représentative, pour définir ses bases et programmes, le PT ne peut pas être la médiocre courroie de transmission des décisions du gouvernement.

- Récemment, tu as été menacée dans le parti et tu as été soumise à un blâme politique par le président du PT. Comment vois-tu la suite ?

H. Helena - Le blâme n'a pas été voté dans les instances du Parti, car la réunion de l'exécutif national pour en discuter a été repoussée. Ainsi, le blâme ne s'est pas consolidé. Ceci a eu des répercussions dans les médias.

J'ai refusé de me présenter à la séance du sénat qui devait entériner la nomination de l'ancien président Sarney - le

candidat du gouvernement - à la présidence du Sénat. Comme nous le savons tous au Brésil, Sarney est un représentant de l'oligarchie du Nordeste. Il est une pièce fondamentale de ce modèle économique dégénéré, décadent, cynique et insensible.

Je n'ai aucun doute sur le fait que mon refus de me présenter pour voter en faveur de Sarney a été l'excuse nécessaire à la confrontation à propos des positions annoncées et mises en pratique par le gouvernement en matière de politique économique et sur lesquelles la DS est en désaccord.

- Quelle est ton impression sur la première initiative sociale de Lula : le projet contre la faim ?

H. Helena - Il est évident que n'importe quel cynique amoureux de la troisième voie - la social-démocratie - comprend l'importance des politiques sociales. Je défends les politiques d'assistance sociale car elles sont fondamentales pour préserver les personnes vivantes, pour leur survie, pour qu'elles puissent rester conscientes et ainsi transformer la société.

Le programme "faim zéro" adopté par le gouvernement ne peut pas exister en tant que mécanisme d'assistance pour affaiblir les tensions sociales. Il est important en tant qu'axe stratégique de développement articulé avec la réforme urbaine, la réforme agraire, la politique agricole. Il peut servir à mettre en place des politiques alternatives de développement économique capables de dynamiser l'économie, de créer des emplois, d'augmenter les revenus, et d'assurer l'alimentation de tous.

Il s'agit donc d'un bon programme s'il est traité non pas seulement comme une façade pour atténuer les tensions sociales, mais avec un axe stratégique de développement, en rapport avec d'autres politiques publiques, et associé directement à une politique économique qui s'oriente vers des changements structurels profonds.

Je vois cela très clairement, parce que je connais la faim non par les lectures, mais par mon vécu, par la réalité de ma propre enfance. Je pense qu'il est très important qu'il y ait des politiques claires pour viabiliser l'assistance sociale, et non pour perpétuer le vieil assistanat.

- Crois-tu que Lula fera les réformes nécessaires pour le pays ?

H. Helena - Le Brésil est le plus grand pays de l'Amérique latine et la victoire de Lula est ressentie comme une victoire du plus grand parti de gauche de l'Amérique latine. Ainsi la réussite du gouvernement est d'une importance fondamentale. Néanmoins, la réussite ne peut pas consister en un point de vue électoral. La politique du gouvernement ne doit pas s'inscrire dans une logique électoraliste. Nous devons envisager des mesures destinées à transformer de manière profonde les structures de la société.

Il est nécessaire que le gouvernement brésilien constitue un mécanisme fondamental pour articuler les liens avec les pays de l'Amérique latine et les autres pays se trouvant dans une position semblable vis-à-vis du FMI et des institutions de financement multilatérales.

C'est pour cela que nous pensons que l'affrontement politique est indispensable.

Si nous analysons aujourd'hui la politique du gouvernement en fonction de ses objectifs et programmes, nous pouvons dire que les premiers pas du gouvernement ne ciblent pas les changements structurels profonds. Ils ne s'inscrivent pas dans la nécessaire constitution d'un nouvel ordre mondial.

Mais ce gouvernement n'en est encore qu'à ses débuts. Il revient à la DS de mener la bataille politique dans les

instances du parti afin de devenir plus forte auprès de la société, de manière à contester les mesures du gouvernement qui représentent une continuité avec le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso et les accords avec le FMI.

Pour la première fois au Brésil, un ouvrier arrive au plus haut degré de représentativité par le suffrage universel. Cela ne doit pas rester seulement symbolique.

© COPYLEFT ROUGE 2003.

Post-scriptum :

[Risbal](#)